

eco

Janvier 2002

Vol. 9 n° 3

Commission sur le déséquilibre fiscal

Le mandat de la Commission sur le déséquilibre fiscal est d'identifier et d'analyser les causes fondamentales du déséquilibre fiscal entre le gouvernement fédéral et le Québec ainsi que les conséquences de ce déséquilibre et de proposer des solutions à mettre de l'avant afin de le corriger. Le comité sur les politiques publiques de l'ASDEQ s'est penché sur la question et déposait son mémoire à la Commission en septembre dernier. Nous vous présentons ici le sommaire exécutif.

Par ailleurs, nous vous invitons à consulter le document complet sur le site Internet de l'ASDEQ à l'adresse www.asdeq.org. De plus, vous pouvez suivre en détail tous les événements de la Commission ainsi que consulter les mémoires qui y ont été déposés au site Internet de la Commission www.desequilibre.fiscal.gouv.qc.ca.

Sommaire exécutif

Il existe un déséquilibre fiscal, au Canada, entre le fédéral et les provinces à l'instar d'autres fédérations. Ce déséquilibre origine du fait que les coûts reliés à la

responsabilité de la santé augmentent plus vite que le PIB, lui-même dépassé par l'impôt sur le revenu des particuliers. Ce type d'impôt est un champ partagé entre le fédéral et les provinces où, à cause de la concurrence fiscale, les provinces sont désavantagées.

Les tensions dans le système ont beaucoup augmenté lorsque le fédéral a réduit unilatéralement ses transferts. Toutefois, nous montrons que le fédéral devait faire des ajustements puisque des transferts de plus de 20 % des revenus fédéraux ont historiquement été associés à des déficits chroniques du fédéral.

Dans ce contexte cependant, le Québec est moins affecté que les autres provinces parce que sa spécificité culturelle réduit l'effet de la concurrence fiscale.

Du côté des transferts, le Comité sur les politiques publiques de l'ASDEQ estime premièrement que le système de péréquation remplit partiellement son rôle mais qu'il pourrait être amélioré en adoptant une moyenne nationale plutôt qu'une moyenne de cinq provinces comme mesure d'égalisation.

Deuxièmement, le Comité sur les politiques publiques de l'ASDEQ recommande fortement la révision du transfert social canadien d'un système per capita vers un système selon les besoins parce que les besoins diffèrent d'une province à l'autre.

Enfin, le fédéral devrait mieux encadrer ses interventions. En ce moment, il intervient unilatéralement, hors de sa juridiction, selon le principe de la visibilité des services fédéraux et établit souvent des programmes qui favorisent une province plutôt qu'une autre, ce qui entretient la confusion. Ceci renforce l'impression dans le public que les interventions fédérales sont inéquitables et réduit le support pour ces programmes. La péréquation et le transfert social canadien redistribuent près de 20 milliards de dollars et le public ne sait pas sur quelle base ces sommes sont allouées. Le comité recommande conséquemment que ces programmes soient transparents de façon à ce que le public canadien puisse juger de l'allocation de leurs taxes.

Charles Carrier
Jean-Luc Landry



Comité sur les politiques publiques :

Membres :

Jean-Michel Cousineau, Président
Gilles Beausoleil
Charles A. Carrier
Martin Comeau
Lise-Marie Côté
Pierre Fortin
Jean-Luc Landry
André Raynauld

Autres personnes consultées :

Serge Coulombe
François Vaillancourt

Congrès 2002

La croissance économique : pour qui et à quel prix ?

Outaouais, 15, 16 et 17 mai

La croissance économique se trouve au coeur des objectifs des sociétés

modernes et on l'associe généralement à une amélioration de la qualité de vie. Les choix individuels et collectifs quant à la façon dont disposer des fruits de la croissance caractérisent le monde dans lequel nous vivons.

Les liens entre ces choix et la croissance sont multiples et complexes. Ainsi, un modèle économique qui génère une croissance supérieure aura pour effet d'augmenter l'éventail des choix possibles pour disposer des fruits de la croissance. Ces choix viendront ensuite influencer la croissance future.

Quelles sont les causes et les conséquences de la croissance ? Quels sont les grands arbitrages qui entrent en jeu dans les décisions d'investissement et de consommation ? Jusqu'où devons-nous pousser les efforts en ce qui a trait à la redistribution des revenus et à la protection de la diversité culturelle et de l'environnement ? Quel rôle devraient jouer les gouvernements et les organismes internationaux ?

Le Congrès 2002 de l'ASDEQ propose d'explorer ces questions. Ce sera également l'occasion de discuter des grandes questions de l'heure avec amis et collègues.

ASDEQ – Outaouais

L'ASDEQ dans ses nouveaux locaux

L'ASDEQ est maintenant bien installée dans ses nouveaux locaux au Département des Sciences économiques de l'Université de Montréal. N'oubliez pas de changer les coordonnées dans vos carnets d'adresses ainsi que de modifier vos signets pour intégrer le nouveau lien du site Internet.

C.P. 6128, succursale Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3J7
Tél. : 514-342-7537
Fax : 514-342-3967
Courriel : national@asdeq.org
Internet : www.asdeq.org

eco

Équipe de rédaction

Directrice du bulletin :

M^{me} Lynda Paquin

Collaborateurs :

M. Gilles Beausoleil

M. Martin Comeau

Conception et design :

François-Akio Côté

ASDEQ

C.P. 6128,

succursale Centre-Ville

Montréal (Québec)

H3C 3J7

Téléphone :

514.342.7537

Télécopieur :

514.342.3967

Courriel :

national@asdeq.org

Internet :

www.asdeq.org

Événements

Montréal

Janvier 2002

Foire de l'emploi

Février 2002

Mesures de la pauvreté

Avril 2002

Pénurie de main-d'œuvre

Québec

30 janvier 2002

Colloque sur la conjoncture régionale

21 février 2002

La volatilité des marchés financiers et la taxe Tobin

21 mars 2002

Les ressources naturelles et les régions du Québec

M. Richard Marceau,
professeur, École nationale
d'administration publique (ENAP)

Outaouais

Janvier 2002

La stabilité financière

16-17 mai 2002

Congrès annuel de l'ASDEQ

La croissance économique :

À quel prix et pour qui ?

Saviez-vous que ?

Wal-Mart est de très loin la plus grande chaîne de magasins de ventes au détail dans le monde ? Les ventes, estimées à 216 milliards de dollars américains, de l'entreprise de Bentonville, Arkansas sont environ quatre fois plus élevées que celles de ses plus proches poursuivants qui sont : Carrefour, Ahold, Home Depot, Kroger, Metro (Allemagne), Sears, Target, Albertsons et Kmart.

Source : *The Economist*, «Wal around the world», 8 décembre 2001, p. 55-57.

